

**L'impact d'Internet sur le fonctionnement
des moyennes et grandes entreprises industrielles**

Philippe Barry et Hamidou Diop

Document préparé pour le projet de l'UNRISD
"Les nouvelles technologies de l'information et de la communication
et le développement social au Sénégal"

mai 2002



L'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD) est une institution autonome qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. L'Institut est guidé, dans son travail, par la conviction qu'il est indispensable, pour définir des politiques efficaces de développement, de bien comprendre le contexte social et politique. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les processus et les politiques de développement, qui modifient la situation économique et sociale et l'environnement, affectent divers groupes sociaux. Travaillant par l'intermédiaire d'un vaste réseau de centres nationaux de recherche, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

Le programme de recherche de l'UNRISD s'organise autour de cinq domaines: Politique sociale et développement; Démocratie, gouvernance et droits de l'homme; Identités, conflit et cohésion; Société civile et mouvements sociaux; et Technologie, entreprise et société.

Pour obtenir des publications de l'Institut, veuillez prendre contact avec le Centre de référence.

UNRISD
 Centre de référence
 Palais des Nations
 CH-1211 Genève 10
 Suisse
 Téléphone: +41 (0)22 917 3020
 Fax: +41 (0)22 917 0650
 E-mail: info@unrisd.org
 Internet: <http://www.unrisd.org>

Copyright © Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD).

Le présent document ne constitue pas une publication officielle de l'UNRISD. La responsabilité des opinions exprimées dans les études signées n'engagent que leurs auteurs et la disponibilité de telles études sur le site Internet de l'UNRISD (<http://www.unrisd.org>) ne signifie en aucun cas qu'il existe un soutien quelconque de l'UNRISD aux opinions qui y sont exprimées. Aucune publication ou distribution de tels documents ne peut être permise sans l'autorisation préalable de leurs auteurs, à l'exception d'un usage personnel.

L'usage d'Internet se répand de plus en plus vite dans un contexte de mondialisation des échanges de produits et de services, de concurrence de plus en plus exacerbée et de rapides mutations technologiques. Si les États-Unis, le Canada et les pays de l'Union européenne ont été les premiers à s'approprier Internet, il n'en demeure pas moins que les pays émergents d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Océanie ont connu, dès 1996, une forte croissance de leurs réseaux.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) offrent aujourd'hui aux entreprises industrielles du Sénégal des opportunités de croissance et d'intégration aux marchés internationaux. Ces entreprises doivent percevoir Internet comme un levier de développement des échanges intérieurs et extérieurs. Le contexte actuel (depuis mars 2000) caractérisé par la réussite de l'alternance (de régime) politique au Sénégal, les modifications de l'environnement institutionnel national, l'accélération de l'intégration économique sous-régionale (UEMOA) et régionale (CEDEAO), la mondialisation des choix économiques et les rapides mutations technologiques, imposent à ces unités industrielles l'élaboration d'une véritable stratégie en vue d'une meilleure insertion dans le commerce mondial. Leur environnement opérationnel, celui de l'économie-monde, indique que les économies d'échelle se réalisent de moins en moins dans le temps et de plus en plus dans l'espace.

Les NTIC accroissent la flexibilité dans la conception des équipements de production, le procès de fabrication et le processus décisionnel dans les entreprises, alors que les exigences du marché mondial se multiplient, se radicalisent, se généralisent en termes de rapidité, de souplesse, de réactivité et de qualité. En conséquence, la survie et la croissance de toute entreprise dépendent de plus en plus de son efficacité. Or, celle-ci a pris, au fur et à mesure, le visage de la qualité totale, de la certification ISO, du flux tendu, du zéro défaut et du *just in time*. Au Sénégal, l'entreprise industrielle, qui est jeune et se trouve dans une phase d'apprentissage des techniques et des modes d'organisation de la production, de la commercialisation des produits et de l'échange d'informations), est confrontée à difficultés qui ont pour noms :

- étroitesse du marché local ;
- forte concurrence des produits provenant des pays développés et d'ceux dits émergents (*dumping*, sous-facturation, contrebande, etc.) ;
- faible disponibilité d'intrants locaux (matières premières destinées à l'industrie) ;
- productivité modeste de la main-d'œuvre locale ;
- insuffisance de produits financiers adaptés aux différents stades de leur développement (création, croissance, restructuration, etc.) ;
- état des lieux sombre pour les infrastructures de base, eu égard aux liens d'interdépendance entre les infrastructures et la croissance économique ;
- faible capacité en matière d'innovation et de recherche-développement ;
- relative inefficacité du dispositif d'appui au secteur privé, etc.

L'objectif affiché, depuis 1999, par l'État et le secteur privé de faire du Sénégal un pays émergent dans les vingt prochaines années, suppose qu'il soit doté d'un secteur manufacturier dynamique et de faire d'Internet un outil de développement des entreprises.

L'influence que chaque économie exerce sur le reste du monde dépend, de plus en plus, de son degré d'ouverture et de l'orientation géographique de ses flux d'échanges. De par leur capacité à relier un grand nombre d'entreprises dans le temps et dans l'espace, les NTIC ont transformé les relations d'affaires et amélioré les systèmes de collecte, de traitement et de diffusion de l'information. Elles offrent aux pays les moins avancés (PMA), notamment le Sénégal, et à leurs entreprises de nouvelles opportunités de croissance et d'intégration aux marchés internationaux. Aussi, l'enjeu, pour le Sénégal, est-il désormais le suivant : comment capter toute mutation technologique et/ou information à caractère commercial, financier et managérial susceptibles d'améliorer la compétitivité des entreprises industrielles par l'utilisation d'Internet ? Cette contribution tente de répondre à cette interrogation à travers les volets suivants :

- évaluation du degré d'utilisation et d'appropriation d'Internet dans les moyennes et grandes entreprises industrielles du Sénégal ;
- identification du profil des dirigeants d'entreprises industrielles utilisateurs de cet outil technologique ;
- étude de l'usage d'Internet dans les entreprises industrielles ;

- analyse de la possibilité d'établir une corrélation entre le degré d'utilisation/appropriation d'Internet et le degré d'ouverture des entreprises industrielles au marché mondial.

L'entreprise industrielle comme l'agent économique principal à même de contribuer, à travers l'appropriation/utilisation d'Internet, au développement économique et social. La nouvelle configuration géographique des échanges du Sénégal, fruit du processus d'intégration économique sous-régionale avec l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), commande qu'une étude similaire soit également effectuée au niveau des autres pays membres de l'Union, pour une meilleure sensibilisation des dirigeants des entreprises sur les opportunités offertes par Internet à l'industrie africaine.

La méthodologie retenue pour la réalisation de l'étude s'articule autour de cinq ponts :

- détermination d'un échantillon de cinquante 50 moyennes et grandes entreprises du secteur industriel ;
- élaboration d'un questionnaire ;
- réalisation de l'enquête ;
- traitement informatique des données sous *Filemaker Pro* ;
- analyse des données.

La détermination de l'échantillon a nécessité un découpage par sous-secteurs d'activités à partir des 319 entreprises industrielles référencées lors du dernier recensement des entreprises du secteur industriel¹ datant de 1995.

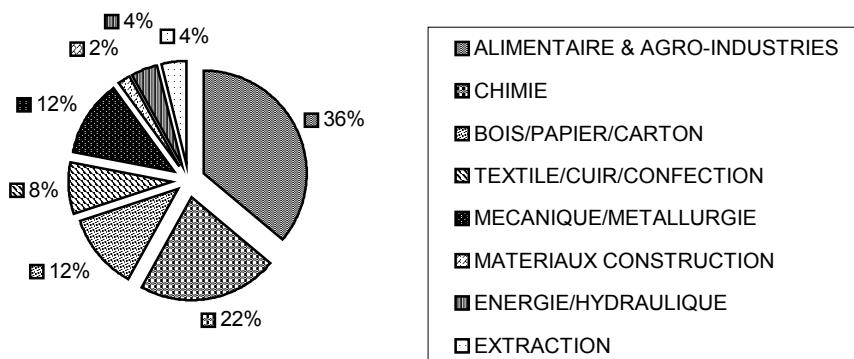


Figure n° I : Répartition des entreprises industrielles par secteur d'activités

Sur cette base, il a ensuite été identifié cinquante moyennes et grandes entreprises industrielles susceptibles d'utiliser Internet. Elles se répartissent ainsi :

- dix-huit du sous-secteur alimentaire et agro-industriel, représentant 36% de l'échantillon, et dont la répartition est présentée dans le tableau n°1 ;

Tableau n° 1 : Répartition des entreprises de la filière alimentaire et agro-industrielle

Activité principale	Nombre d'entreprises
Pêche	3
Lait et produits dérivés	3
Corps gras	1
Grains et farines	3
Confiserie et biscuiterie	3
Boissons	1
Tabac	1
Tomate	1
Charcuterie	1
Aviculture	1

¹ PNUD/Gouvernement du Sénégal, *L'industrie sénégalaise de 1992-1995*, Dakar, mai 1997.

- onze établissements du sous-secteur de la chimie, représentant 21% de l'échantillon et intervenant dans les domaines exposés dans le tableau n° 2.

Tableau n° 2 : Industries chimiques

Activité principale	Nombre d'entreprises
Savon et dentifrice	1
Oxygène	1
Peinture	1
Produits pharmaceutiques	3
Piles	1
Produits PVC	1
Ouvrages en plastique	1
Produits pétroliers	1
Gomme arabique	1

- six unités de production du sous-secteur bois/papier/carton, représentant 12% de l'échantillon et ainsi réparties :

Tableau n° 3 : Entreprises de bois et papier

Activité principale	Nombre d'entreprises
Ouvrages menuiserie en bois	1
Articles et ouvrages en papier/carton	1
Articles et ouvrages en papier imprimés	2
Emballage en papier/carton	1
Allumettes en bois	1

- six établissements du sous-secteur mécanique/métallurgie, représentant 11% de l'échantillon et se présentant de la façon suivante:

Tableau n° 4 : Entreprises métallurgiques et mécaniques

Activité principale	Nombre d'entreprises
Matériel agricole	1
Tubes et profilés en fer/acier	1
Emballage produits alimentaires en fer	1
Emballage en plastique/fonte/fer/acier	1
Articles de maison en fer/acier émaillé	1
Maintenance et rectification	1

- quatre unités de production du textile/cuir et de la confection, représentant 8% de l'échantillon et se répartissant comme suit :

Tableau n° 5 : Entreprises du textile et de la confection

Activité principale	Nombre d'entreprises
Filature	1
Filature et tissage	1
Confection	1
Filature, tissage, teinture, impression, confection	1

- deux entreprises du sous-secteur de l'extraction représentant 4% de l'échantillon. Elles sont affichées dans le tableau n° 6.

Tableau n° 6 : Entreprises d'extraction minière

Activité principale	Nombre d'entreprises
Phosphates	1
Attapulgite	1

- Une unité de production de matériaux de construction (représentant 2% de l'échantillon) qui correspond à une cimenterie ;
- un établissement industriel de distribution d'énergie (1% de l'échantillon) intervenant dans la production et la distribution de l'électricité.

Le questionnaire destiné aux dirigeants des entreprises sélectionnées a servi de base à une enquête² de terrain. Le traitement informatique des données a été effectué sous *Filemaker Pro*. Pour analyser le degré d'appropriation et d'utilisation d'Internet dans les entreprises industrielles, il a été procédé à différents tris croisés à partir des variables suivantes (voir en annexe le découpage de l'échantillon) :

- degré d'informatisation ;
- origine des capitaux ;
- dimension culturelle du chef d'entreprise industrielle (âge, niveau de formation et nationalité d'origine) ;
- secteur d'activités ;
- orientation géographique des flux d'échanges.

Connexion et usage d'Internet dans les moyennes et grandes entreprises industrielles

La connexion à Internet

Se connecter à Internet devient une pratique quotidienne dans les moyennes et grandes sociétés industrielles du Sénégal. 92% d'entre elles sont connectées au réseau mondial. La progression de l'utilisation d'Internet a été constante depuis 1996 aussi bien au niveau du nombre d'entreprises ayant accès à la « toile », que de la quantité de connexions quotidiennes effectuées. Le pourcentage des établissements ayant un accès au réseau mondial a constamment évolué : 13% en 1996, 22% en 1997, 24% en 1997 et 34% en 1999. Cette évolution traduit l'importance que les dirigeants de ces établissements accordent à Internet. La fréquence moyenne de connexion est de plus en plus élevée : 56% des entreprises se connectent en moyenne plusieurs fois par jour, 22% deux fois par jour et 22% une fois par jour.

La plupart des entreprises industrielles non connectées au réseau mondial (8%) sont dirigées par des Sénégalais d'origine. Ceux-ci invoquent une raison majeure d'ordre commercial pour justifier leur non-connexion. Pour eux, Internet ne peut constituer un levier d'amélioration de leur part de marché. Les autres raisons évoquées ont essentiellement trait aux risques de divertissement du personnel occasionnés par le web et au coût horaire d'utilisation de celui-ci qui est jugé encore élevé.

² Les rédacteurs de cette contributions travaillent dans le milieu industriel : Philippe Barry est le secrétaire général du Syndicat professionnel des Industries et des Mines du Sénégal (SPIDS), regroupant 92 moyennes et grandes entreprises industrielles, et Hamidou Diop est le secrétaire général du Conseil national du patronat du Sénégal, regroupant 18 syndicats patronaux et 620 entreprises.

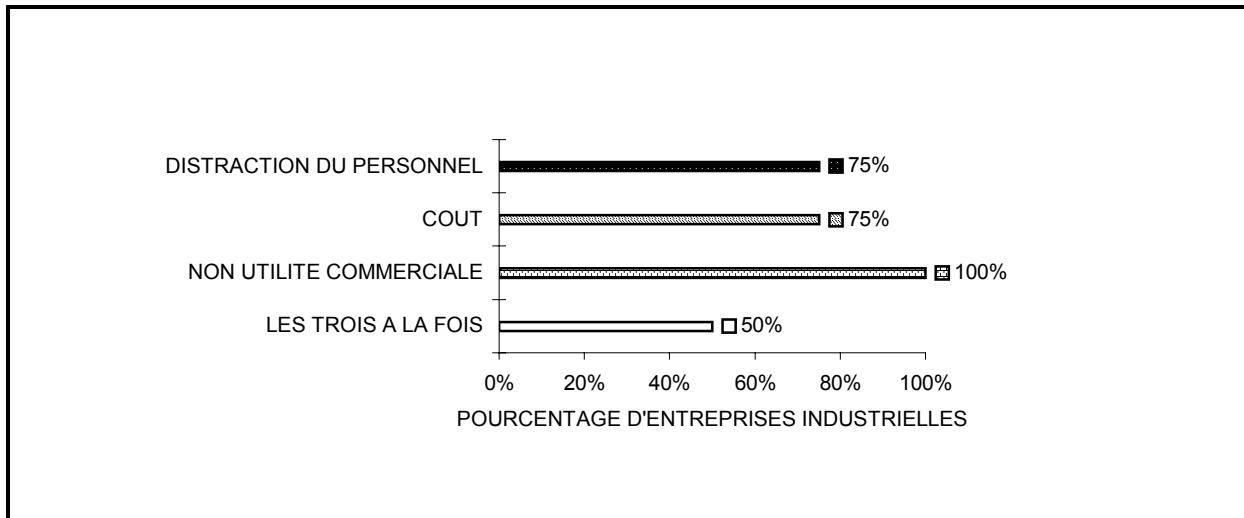


Figure n° II : Raisons de la non connexion à Internet

Cette absence de connexion au réseau mondial s'explique, en vérité, par une réticence du dirigeant d'entreprise à utiliser l'informatique. L'âge « avancé » et le « faible » niveau de formation seraient à la base de cette forte réticence. Dans 83% des entreprises industrielles, l'accès à Internet est limité à ce dernier et c'est seulement dans 15% qu'il est autorisé à ses proches collaborateurs.

Deux raisons sont avancées par les dirigeants pour justifier cette restriction de l'accès au réseau mondial. La première est relative au coût d'Internet. Il est considéré comme une charge financière non négligeable pour 45% des chefs d'entreprise d'origine sénégalaise, 22% d'origine libanaise et 9% d'origine française. Cette perception est aussi forte lorsque le leader d'entreprise affiche, en matière de formation, un profil de technicien, d'autodidacte (33%), ou de cadre supérieur (16%).

L'utilisation prématuée d'Internet, eu égard à la nature de l'activité industrielle et des relations avec des tiers, est la seconde raison énoncée par ces acteurs économiques. Elle est surtout véhiculée par 44% des dirigeants d'origine libanaise, 36% d'origine sénégalaise et 9% d'origine française. Lorsque l'on s'intéresse à leurs niveaux de formation, l'argument en question est brandi par 44 % de ceux qui ont un profil de technicien, autodidacte et 19% pour ceux qui ont un profil de cadre supérieur.

L'usage d'Internet

Le courrier électronique est le principal usage fait d'Internet. Si 92% des entreprises industrielles sont connectées au réseau mondial, on constate, néanmoins, une sous-utilisation de cette technologie, notamment de ses différentes fonctions. La situation inverse ne prévaut que dans 11% de ces unités de production.

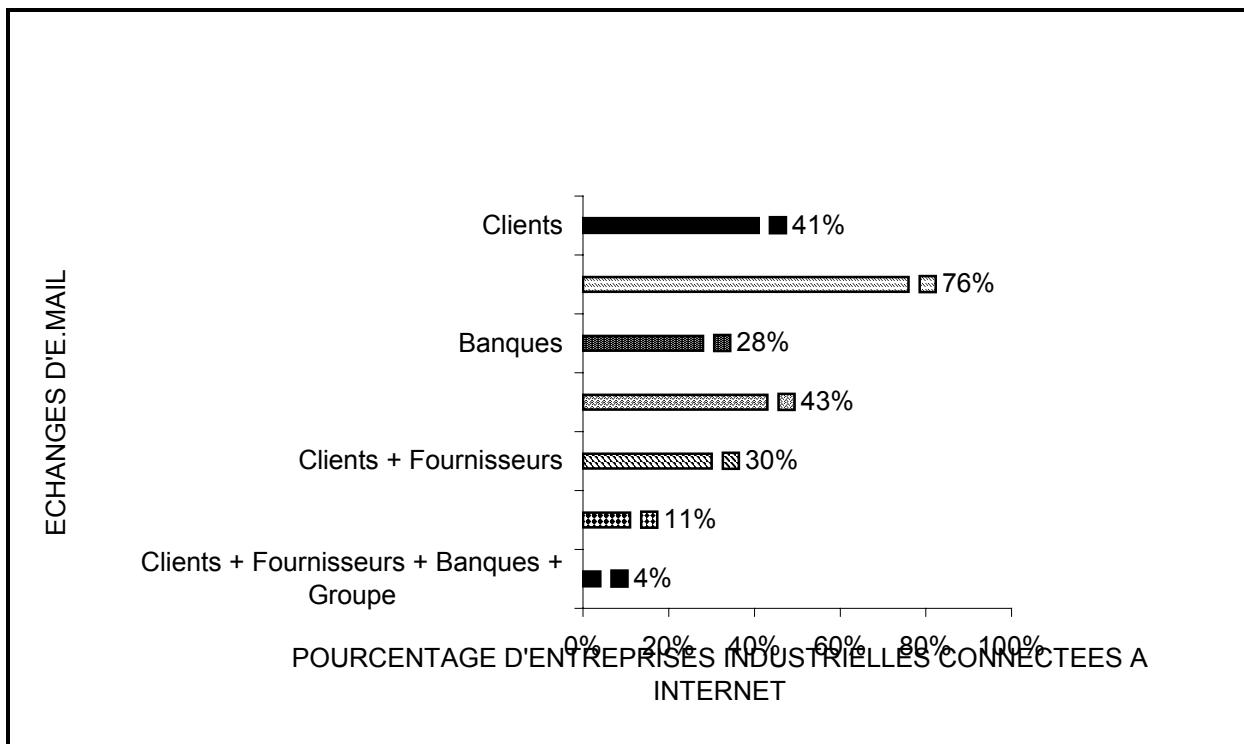
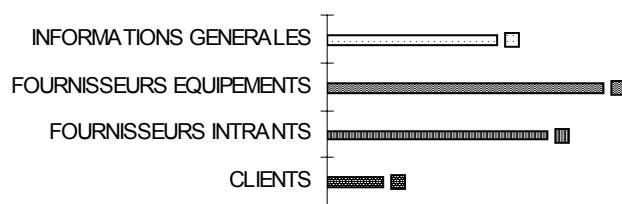


Figure n° III : Echanges d'*e.mail* dans les entreprises industrielles

Cette utilisation intensive du courrier électronique n'est enregistrée que dans les filiales de multinationales (19%), les entreprises de la mécanique/métallurgie (33%), celles du bois et du papier (20%), de l'alimentaire et de l'agro-industrie (12%). L'échange intensif d'*e.mails* est surtout le fait de dirigeants d'entreprise de nationalité française (17%) et ayant un âge compris entre 51 et 60 ans (21%). Le *web* ne fait l'objet d'une utilisation intensive que dans 3% des établissements industriels.



预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21552

